Général BOYER DE LATOUR

Candidat indépendant sans étiquette

Suppléant : Maître JULIEN CARNET

Mon programme politique

J'ai pris l'étiquette d'Indépendant pour signifier que je ne suis membre d'aucun parti politique. Comme il importe de ne pas faire de promesses que, par la suite, il ne sera pas possible de tenir, mon programme sera simple, mais je me battrai de toutes mes forces et sans arrêt pour le faire triompher si vous me faites l'honneur de m'élire comme député de la 22e circonscription de Paris.

AU POINT DE VUE CONSTITUTIONNEL : J'estime qu'il y a lieu de maintenir la Constitution de 1958, mais de la modifier sur quatre points :

— 1) Assortir l'article 16 de conditions telles que sa mise en vigueur ne soit possible qu'en cas de guerre ou de catastrophe nationale, lorsque les **pouvoirs politiques normaux ne sont réellement plus en état de fonctionner.**

— 2) Régler les rapports de l'exécutif et du législatif de manière à assurer une **stabilité réelle sans abaisser l'un par rapport à l'autre.**

— 3) Créer une COUR SUPRÊME composée de membres inamovibles issus de la Nation, qui aura comme unique fonction de **garder la Constitution des empiètements que seraient tentés de lui faire subir le pouvoir exécutif ou le pouvoir législatif.**

— 4) Assurer l'indépendance réelle du pouvoir judiciaire.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La relative euphorie des années qui viennent de s'écouler est due, il faut le reconnaître, aux investissements massifs et à la modernisation de notre équipement industriel, réalisés, en grande partie, sous la IVe République. Se souvenir donc que la prospérité ne peut se maintenir et s'accroître que si l'épargne et les marges bénéficiaires des entreprises permettent des investissements suffisants.

Or, les nôtres sont inférieurs à ceux des autres pays européens et, après des dépenses inconsidérées, la prospérité de la nation est menacée. Nous avons plus de 200 000 chômeurs.

Le but des gouvernants doit être d'élever le niveau de vie de **tous** les Français en commençant par les plus pauvres. En particulier, le dénuement où sont laissés, dans notre pays, **les gens âgés privés de ressources est un scandale qui doit cesser.** Les patentes et la T.V.A., qui pèsent lourdement sur les artisans et commerçants, doivent être revues. **Il faut que des activités qui contribuent pour une large part au renom de notre capitale soient encouragées et protégées.**

Pour maintenir et augmenter la prospérité qui doit toucher la nation entière, un seul remède : **permettre à l'épargne de se reconstituer, donc, diminuer les impôts qui écrasent toutes les classes mais plus particulièrement celles dont les ressources sont modestes et qui ne peuvent frauder le fisc.**

Il faut alors réduire les dépenses de l'Etat. Est-ce possible ?

Oui, dans certains secteurs ! En particulier, j'estime qu'il faut :

— faire une coupe sombre dans les **dépenses somptuaires** qui se chiffrent par milliards de nouveaux francs ;

— arrêter, et, si cela ne peut être réalisé immédiatement, diminuer progressivement et considérablement **les dépenses de la force de frappe.** Inopérante à une échelle aussi réduite, elle nous procurera une sécurité illusoire, alors que nous n'avons plus d'armée. L'Angleterre a été obligée d'arrêter ces dépenses qui ont contribué à mettre le pays au bord de la faillite ;

— n'accorder aux pays de l'ex-Empire français que des subventions ou des prêts leur permettant de s'équiper en créant du travail pour l'ensemble de la population. **Notre argent ne doit pas servir à enrichir des potentats éphémères ou à leur bâtir des palais somptueux.**

La réduction des dépenses de l'Etat, la reconstitution de l'épargne doivent permettre à notre pays de créer des industries nouvelles, de moderniser sans cesse celles existant déjà et de se lancer dans un programme de travaux, négligés jusqu'à ce jour et qui, pourtant, conditionnent notre avenir.

En premier lieu, le LOGEMENT.

Il est facile d'incriminer les régimes précédents, mais, depuis 1958, qu'avons-nous fait ?

Bien peu de choses.

On nous promet la solution du problème pour dans vingt-cinq ans. Est-ce sérieux ?

Or, dans Paris, **près de 30 000 appartements sont à vendre mais ne trouvent pas preneur du fait de leur prix trop élevé** et de l'impossibilité d'obtenir des prêts à un taux raisonnable.

Nombre de nos hôpitaux et de nos laboratoires ne répondent plus aux conditions modernes. Que dire de nos facultés, de nos écoles où s'entassent nos enfants, de nos autoroutes, de nos piscines ?

Il faut s'attaquer à ces problèmes, et les résoudre dans les dix années à venir avec les fonds publics et privés. En particulier, **les emprunts doivent servir non à des dépenses improductives de fonctionnement de l'Etat, mais à équiper notre pays d'une façon moderne.**

POLITIQUE INTÉRIEURE

On peut avoir eu les opinions les plus diverses sur le sort qu'il convenait de donner à nos ex-départements algériens. Ce qui est sûr, c'est que la **solution trouvée a été la plus mauvaise et la plus inhumaine de celles que l'on pouvait concevoir.** Il faut donc aujourd'hui refaire l'unité de la nation par une **amnistie totale** en faveur de ceux qui ont été trompés.

La loi votée par le Parlement, prévoyant l'indemnisation des personnes spoliées en Afrique du Nord, doit être appliquée et non rester lettre morte. Les modalités d'application de cette loi doivent s'échelonner largement dans le temps, mais on doit **réparer le préjudice subi** en commençant bien entendu par nos compatriotes les plus défavorisés.

Il faut enfin effacer **toutes** les séquelles de nos luttes civiles. Pour cela, n'est-il pas souhaitable, répondant aux vœux de la presque unanimité des anciens combattants, d'accorder au **maréchal Pétain, le vainqueur de cette bataille de Verdun qui symbolise l'héroïsme de notre peuple,** l'inhumation qu'il souhaitait au milieu de ses soldats ?

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Il n'est pas mauvais d'améliorer nos rapports avec les pays du monde communiste, à condition pourtant que ces relations **servent à favoriser la détente et à consolider la PAIX.** Un renversement des alliances laisserait **notre pays isolé et faible devant les mastodontes de plusieurs centaines de millions d'habitants.** Nous ne pouvons pas le tolérer. L'O.T.A.N. a sauvé la paix et notre pays ne doit pas subir le sort de la Tchécoslovaquie ou de la Roumanie.

J'ai souvent souffert, dans les fonctions que j'ai occupées, de l'incompréhension, voire de l'hostilité de nos alliés américains face aux problèmes que soulevait la nécessaire évolution de l'Empire français. En Indochine, en Tunisie, au Maroc, en Algérie, les Etats-Unis ont eu, à notre égard, une attitude inamicale, parfois hostile. **Est-ce une raison pour être, aujourd'hui, systématiquement contre leur politique dans toutes les parties du monde ? Evidemment non.**

De plus, nous ne devons pas oublier le **secours sans lequel nous aurions succombé au cours des deux dernières guerres, ni le Plan Marshall d'aide à l'Europe, et plus particulièrement à notre pays, qui nous a permis de surmonter les difficultés économiques de l'après-guerre.**

Pour avoir voix au chapitre, servir l'équilibre du monde, face aux redoutables puissances que sont les U.S.A., l'U.R.S.S. et, à l'arrière-plan, la Chine, le seul moyen en notre pouvoir **est de faire l'Europe** et de ne pas se complaire dans des idées, peut-être justes au siècle dernier, mais qui ne le sont plus de nos jours. Il ne s'agit pas de perdre notre individualité française, ni d'abolir nos lois, notre culture ou notre conception de la vie, mais d'évoluer pour créer une fédération des peuples européens, qui comprendra près de **trois cent millions d'habitants** s'unissant au point de vue économique et aussi pour les grandes questions de politique extérieure et de défense.

Cela est le vrai sens de l'**HISTOIRE !**

Et c'est le seul moyen d'**ASSURER LA PAIX.**

Notre jeunesse nombreuse, ardente, laissée à l'abandon, doit avoir cet idéal car l'avenir lui appartient. **C'est elle qui se devra d'animer l'Europe de demain, Europe dans laquelle elle pourra s'épanouir et trouver du travail à la mesure de ses capacités.**

Aucun pays, si puissant soit-il, n'oserait s'attaquer aux **Etats-Unis de l'Europe Occidentale,** et la Fédération exercerait de plus une attraction certaine sur l'**Europe Orientale** actuellement séparée de nous par le rideau de fer.

L'EUROPE, C'EST LA PAIX. Une caricature de nationalisme négligeant les conditions mêmes de l'avenir de la France au XX[e] siècle, ne peut nous conduire qu'à des aventures.

Il faut faire une **France puissante dans une Europe unie.**

***

Voilà mon programme. A vous, électrices, électeurs de la 22[e] circonscription de Paris de le juger. Ce que je puis vous promettre, si vous m'accordez votre confiance, c'est de le défendre avec passion. Périodiquement d'ailleurs, au cours de la législature, je reprendrai contact avec vous pour vous tenir au courant, recueillir vos avis, vos suggestions, vos critiques. Pour aider aussi, dans la mesure du possible, ceux d'entre vous ayant à résoudre des problèmes difficiles, **comme il s'en pose parfois dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous.**

Pierre BOYER DE LATOUR,
Général d'Armée (C.R.),
Ancien Commissaire de la République au Vietnam,
Ancien Résident Général en Tunisie et au Maroc,
Grand Croix de la Légion d'Honneur, Médaillé Militaire,
3 blessures, 24 citations.

IMP. WATELET-ARBELOT, PARIS